

Ces estimations issues des comptes nationaux doivent être considérées avec la plus grande prudence. De fait, en raison de leur caractère encore provisoire, ces données sont susceptibles de faire l'objet de révisions lors de publications ultérieures. Nonobstant cela, l'indicateur de court terme calculé à partir des données de l'IGSS confirme une progression modérée du coût salarial moyen. Cette évolution est cependant susceptible de connaître une légère accélération en début d'année 2013, sous l'effet de l'ajustement du salaire social minimum.

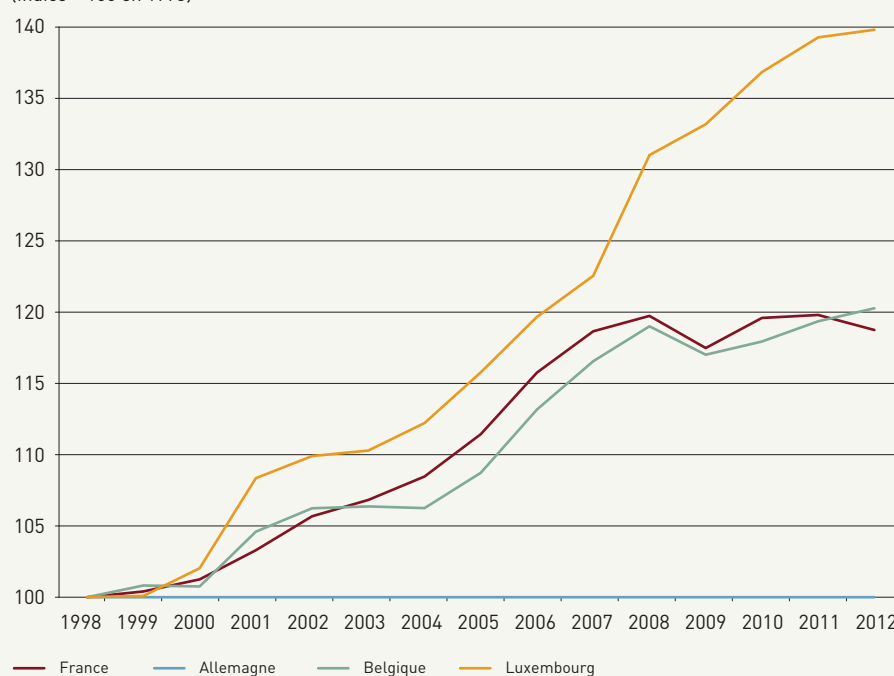
Encadré 1 :

ÉLÉMENTS STRUCTURELS DE LA COMPÉTITIVITÉ

Pour une économie de petite taille et très largement ouverte sur l'extérieur, la sauvegarde de la compétitivité des entreprises est un facteur essentiel pour assurer de manière durable le développement de l'activité économique et de l'emploi. Bien que la compétitivité soit un terme générique englobant un grand nombre de dimensions, l'attention au Luxembourg est très souvent concentrée sur les évolutions de la compétitivité-coûts (ou prix) de l'économie domestique dans une perspective internationale. Ainsi, la dérive tendancielle des CSU observée au cours des dernières années (graphique 1) est un phénomène bien connu qui fait régulièrement l'objet de divers commentaires de la part des observateurs économiques (presse, syndicats, institutions internationales,...). Or, s'il est communément admis que le facteur prix constitue un déterminant essentiel de l'évolution à court terme des exportations, il n'en demeure pas moins que d'autres facteurs plus structurels sont également primordiaux pour expliquer l'évolution tendancielle des capacités exportatrices d'une économie. Malheureusement, ceux-ci sont généralement plus difficiles à mesurer et à comparer dans une perspective internationale. Il s'agit notamment de la qualité (ou la réputation) des produits, de l'intensité des activités de marketing ou encore de la qualité du service après-vente.

Dans ce contexte, cet encadré présente quelques éléments objectifs, allant au-delà d'une simple analyse des coûts⁵, permettant d'alimenter le débat sur la situation de l'économie luxembourgeoise sur le front de la compétitivité. Nous y présentons notamment des résultats qui sont le fruit de travaux réalisés dans le cadre du réseau de recherche sur la compétitivité (Compnet) lancé l'an dernier au sein du Système européen de banques centrales. Signalons d'emblée que l'analyse qui suit se concentre sur la situation compétitive des entreprises actives dans le commerce de biens, négligeant

Graphique 1
Évolution des coûts salariaux unitaires par rapport à l'Allemagne
(indice = 100 en 1998)



Sources : Eurostat, calculs BCL

5 Pour une analyse plus approfondie de l'évolution récente des coûts salariaux unitaires, avec une attention toute particulière à la situation dans l'industrie, voir le bulletin BCL 2013/1, encadré 1, page 26.

totale du secteur des services. Si une analyse plus détaillée de ce dernier paraît plus pertinente dans le contexte très spécifique de l'économie luxembourgeoise, force est de constater que les données désagrégées nécessaires à ce type d'analyse font actuellement cruellement défaut en ce qui concerne les échanges internationaux de services⁶. Par ailleurs, notons que même si l'industrie ne constitue plus le secteur prépondérant de l'économie domestique, il ne demeure pas moins crucial d'en assurer la pérennité, notamment dans un objectif de diversification de l'économie et de sauvegarde d'une source potentielle d'emplois alternatifs aux métiers très spécifiques rencontrés au sein du secteur financier⁷.

Une question cruciale lorsqu'il s'agit d'évaluer la situation compétitive de l'économie luxembourgeoise est de savoir si la dérive des CSU observée récemment constitue un véritable problème pour les entreprises exportatrices. On remarque en tous cas que malgré la hausse soutenue des CSU au cours des dernières années, la part des profits dans la valeur ajoutée demeure à l'heure actuelle proche de son niveau de longue période, une hausse vigoureuse des prix de la production ayant été observée en parallèle. La question cruciale consiste à déterminer dans quelle mesure les entreprises disposent d'une position dominante sur leurs marchés respectifs, ce qui leur donne la possibilité de répercuter la hausse de leurs coûts dans les prix de vente sans que celles-ci n'en souffrent. Une hypothèse alternative serait plutôt de considérer qu'au cours de la période récente, les entreprises ont été contraintes malgré elles de répercuter les hausses de coûts dans leurs prix et que les effets négatifs sur les volumes ne se feront sentir qu'avec un certain délai, en raison notamment de la durée préfixée de certains contrats commerciaux qui empêche la demande de s'ajuster instantanément.

Afin de se faire une idée plus précise du développement de la compétitivité globale des entreprises dans une perspective internationale, un certain nombre d'outils d'analyse sont à notre disposition.

Ainsi, les résultats d'une analyse dite « à part de marché constante » (APMC) montrent que la compétitivité globale du secteur industriel a eu tendance à se dégrader sensiblement durant la dernière décennie et ce phénomène s'est même accentué depuis le déclenchement de la crise. Pour rappel, cette analyse décompose l'évolution de la part de marché à l'exportation des entreprises domestiques en trois éléments⁸ : un effet de structure lié à la composante « produits », un autre effet de structure lié à la composante « marchés » et un effet de compétitivité plus global, qui est en fait le résidu découlant de la décomposition. Plus précisément, un gain (une perte) de parts de marché peut s'expliquer par le fait que dès le début de la période sous revue, les exportations du Luxembourg ont été plus (moins) spécialisées dans des catégories de biens qui par la suite ont connu une demande externe plus (moins) forte que la demande internationale moyenne (effet « produits »). Dans le même ordre d'idée, un gain (une perte) de parts de marché peut être lié(e) au fait que les exportations du Luxembourg sont davantage orientées dès le début de la période vers des pays dont les importations ont connu une croissance relativement forte (effet « marchés »). La méthode APMC permet d'identifier quelle a été l'évolution de la part de marché qui est uniquement liée à ces effets de structure. Les évolutions de la part de marché qui restent inexplicables peuvent alors être interprétées comme étant le reflet de l'évolution globale de la « compétitivité ». Comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous, alors qu'avant la crise la composante « produits » de l'industrie domestique était relativement favorable et compensait en partie la baisse tendancielle de la compétitivité, la situation s'est dégradée depuis le déclenchement de la crise puisqu'à présent tous les facteurs, à savoir les composantes « marché », « produit » et « compétitivité », pèsent sur l'évolution des parts de marché à l'exportation des entreprises domestiques. Dans ces conditions, il est difficile d'accorder du crédit à la thèse selon laquelle les entreprises industrielles luxembourgeoises seraient dans une position dominante sur leurs marchés respectifs.

Notons que si cette analyse structurelle identifie bien une diminution tendancielle de la compétitivité globale de l'économie domestique, celle-ci ne donne aucune indication quant aux facteurs explicatifs potentiels. En particulier, il est impossible de déterminer si ce sont des facteurs de compétitivité-prix (ou coûts) ou plutôt des facteurs plus structurels

6 Pour une analyse de l'évolution de la compétitivité-prix dans le secteur des services, voir le bulletin BCL 2012/4, encadré 1, page 21.

7 D'après la dernière publication des comptes nationaux annuels, il ressort que la part de l'emploi du secteur industriel dans l'emploi total était de 10% en 2012.

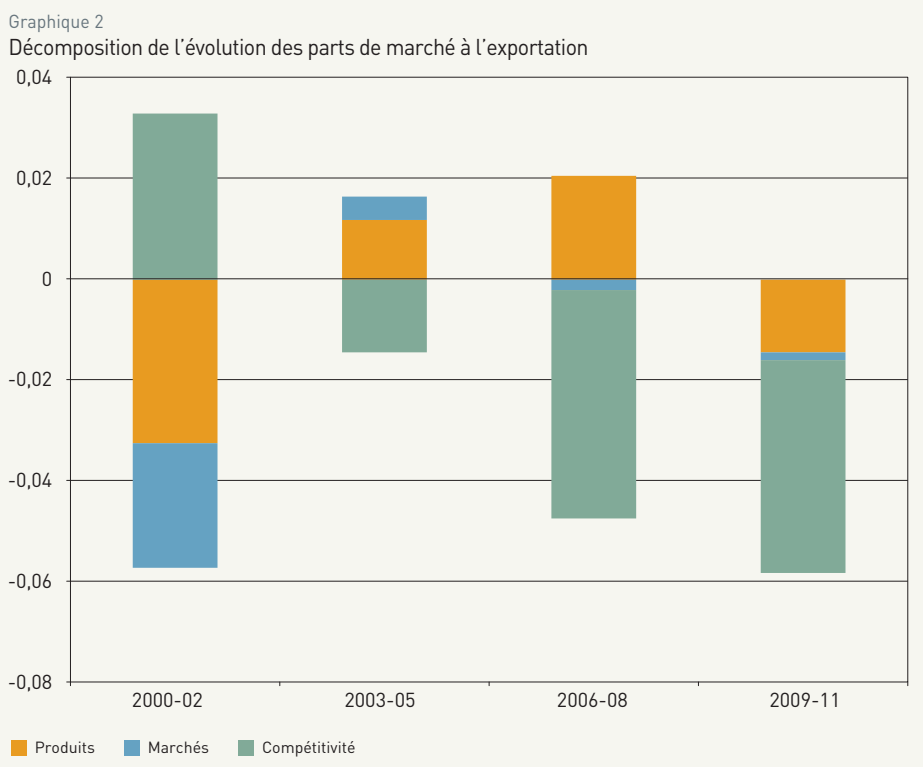
8 Pour une description précise de la méthodologie, voir : bulletin BCL 2008/1, page 82

de la compétitivité (qualité des produits,...) qui sont à la base de la détérioration des performances.

Permettant de raffiner davantage l'analyse, les récents travaux réalisés par une équipe de recherche de la BCE⁹ paraissent particulièrement intéressants. Il s'agit d'une analyse menée de manière harmonisée pour un grand nombre de pays, qui décompose l'évolution du déficit de la balance des biens en effets prix et non-prix. Celle-ci est réalisée sur base de données du commerce de marchandises à un niveau très désagrégué (plus de 5000 secteurs) contenant des informations sur la valeur totale des échanges ainsi que sur les quantités, ce qui

permet de calculer des prix unitaires. L'analyse repose sur le postulat suivant : pour un secteur donné, lorsque le prix unitaire des exportations est supérieur (inférieur) au prix unitaire des importations et que le solde de la balance extérieur est positif (négatif), alors il est considéré que l'économie domestique dispose d'un (dés-)avantage compétitif hors-prix dans le secteur de production concerné. De manière symétrique, si dans un secteur le prix unitaire des exportations est inférieur (supérieur) au prix unitaire des importations et que le solde de la balance extérieur est positif (négatif), il est considéré que l'économie domestique dispose d'un (dés-)avantage compétitif en termes de prix dans le secteur de production concerné.

Cet exercice est réalisé pour chaque secteur séparément et les résultats sont ensuite agrégés (somme pondérée par le poids relatif de chaque secteur) afin de donner une image synthétique de la situation compétitive de l'industrie domestique. Le graphique 3 ci-dessous illustre, d'une part, que l'industrie a souffert de manière récurrente au cours des dernières années d'une position compétitive défavorable en termes de prix, ce qui peut probablement être mis en partie en relation avec les évolutions des coûts unitaires du travail au cours de cette période. Mais le graphique montre aussi que des facteurs plus structurels (ou facteurs hors-prix)¹⁰ ont également eu un rôle globalement négatif sur le développement de la compétitivité de l'industrie domestique au cours des dernières années. En particulier, il apparaît qu'au cours de l'année 2011 un nombre important de secteurs au sein desquels le prix unitaire domestique était situé en dessous du prix international ont affiché un solde négatif de la balance commerciale, ce qui tendrait à montrer que des facteurs plus structurels que les simples évolution de prix exerceraient un frein sur les performances exportatrices des entreprises domestiques. Notons

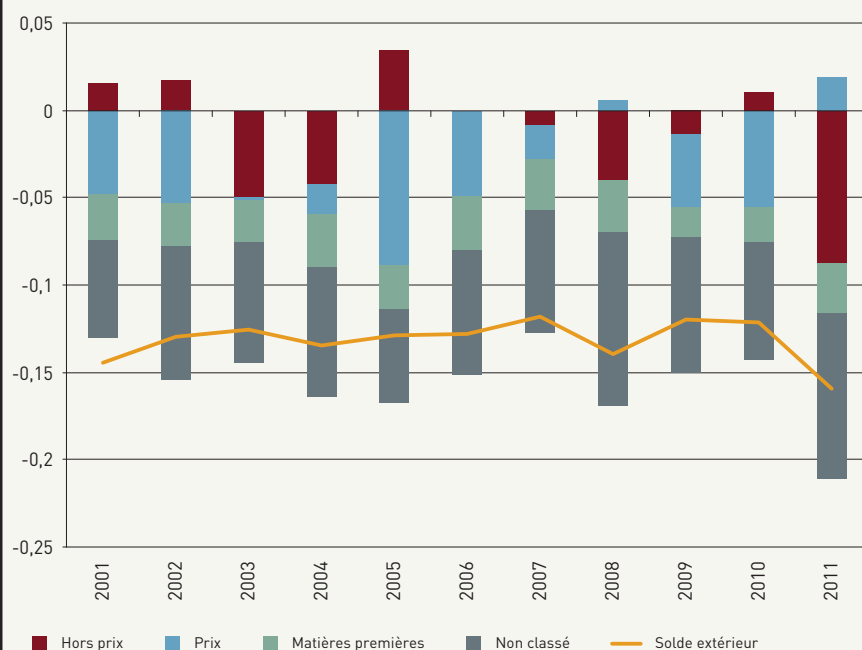


Sources : Eurostat, Statec, calculs BCL

9 Cross-country differences in the trade balance contributions of price and non-price competitiveness, Osbat, C., Ozyurt, S. et Karlsson, T., papier de recherche présenté à Dublin le 12 mars 2013 lors d'un séminaire organisé dans le cadre du réseau Compnet.

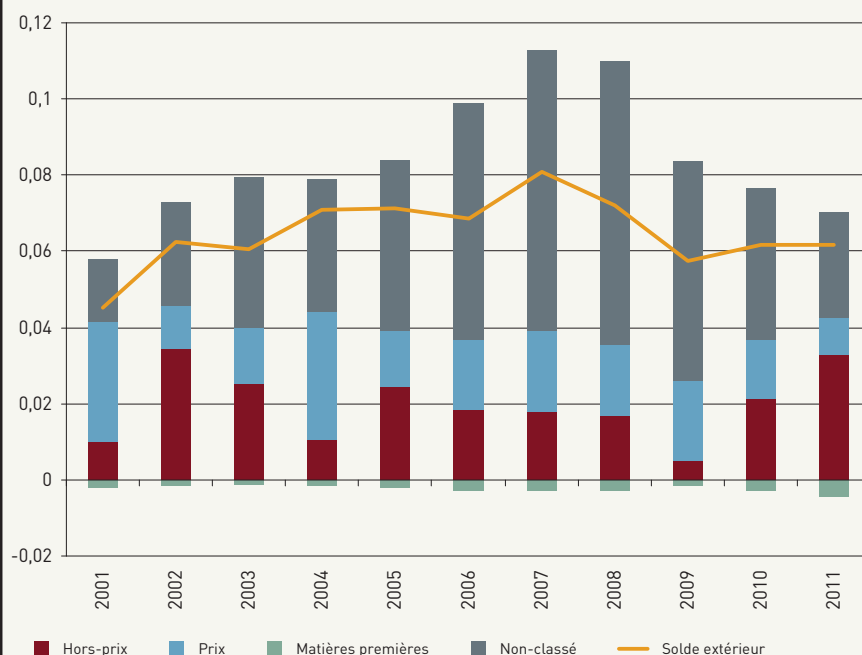
10 Remarquons qu'un certain nombre de données sont manquantes concernant les prix unitaires, ce qui explique qu'un certain nombre de secteurs soient « non-classés » (aires grises sur le graphique). C'est en particulier le cas pour les biens importés pour lesquels il n'y a aucune production domestique, ce qui peut se présenter relativement fréquemment surtout dans le cas d'une économie de taille réduite étant donné le niveau de désagrégation relativement fin des données.

Graphique 3
Décomposition de la balance des biens du Luxembourg



Sources : base de données Comtrade (Nations Unies), calculs BCE et BCL

Graphique 4
Décomposition de la balance des biens de l'Allemagne



Sources : base de données Comtrade (Nations Unies), calculs BCE et BCL

qu'étant donné la méthode utilisée pour effectuer la décomposition, de faibles variations des prix relatifs peuvent expliquer une certaine volatilité des résultats d'une année à l'autre. En guise de comparaison, le graphique 4 illustre les résultats de l'analyse obtenus dans le cas de l'économie allemande. Ce graphique montre bien que la situation de l'industrie en Allemagne contraste fortement avec celle de l'industrie domestique. En particulier, on peut déduire du graphique qu'au cours des dernières années l'industrie allemande a pu bénéficier d'un avantage compétitif structurel (facteurs « hors-prix ») relativement conséquent.

Notons que certains aspects de la méthodologie en constituent des limites naturelles. D'une part, il se peut que les différences entre les prix unitaires des exportations et des importations soient minimales, auquel cas il est difficile de catégoriser de manière convaincante le secteur concerné suivant le schéma présenté précédemment. En outre, il se pourrait aussi très bien que des effets de compétitivité-prix et des facteurs hors-prix jouent tous deux en sens opposé dans certains secteurs, ce que l'analyse ne permet pas d'identifier. Enfin, signalons que même au niveau de désagrégation extrêmement fine auquel l'analyse est effectuée (plus de 5000 secteurs), on ne peut exclure qu'il persiste une certaine hétérogénéité dans la production sectorielle des différents

pays, impliquant que la production domestique au sein de certains secteurs ne soit pas parfaitement comparable dans une perspective internationale.

Tout en gardant à l'esprit les quelques limites énoncées précédemment, il est néanmoins possible de tirer quelques enseignements intéressants de l'analyse présentée dans cet encadré. D'une part, nous avons pu voir qu'une large part de la dégradation des performances exportatrices de l'industrie domestique s'explique par une détérioration de la compétitivité « globale » des entreprises sur leurs marchés respectifs. Nous avons également vu qu'un facteur explicatif potentiel de cette détérioration réside dans les prix de la production domestique, qui se situent à des niveaux relativement élevés dans une perspective internationale. L'analyse a également montré que dans certains secteurs où les prix de production se situent sous le prix international, les performances exportatrices restaient médiocres, ce qui tend à montrer que des facteurs de compétitivité dits « hors-prix » jouent également un rôle négatif sur les exportations des entreprises domestiques. Notons que ces deux aspects ne sont pas exclusifs et qu'ils peuvent même avoir tendance à se renforcer mutuellement. C'est en particulier le cas lorsque des entreprises faisant face à une structure de coût défavorable sont davantage contraintes dans leurs efforts d'investissement et d'innovation, ce qui peut à terme provoquer une détérioration plus structurelle de leur compétitivité. Dans ce contexte, il est possible d'esquisser certaines recommandations de politiques économiques permettant de préserver la compétitivité. En effet, d'une part, toute mesure qui viserait à limiter l'évolution des coûts pour les entreprises (que ce soit du travail, du capital ou de l'énergie) serait la bienvenue. Dans cet ordre d'idée, des mesures visant à décloisonner certains marchés domestiques, notamment dans le secteur des services, permettraient également d'améliorer la situation compétitive des entreprises industrielles exportatrices étant donné que ces services constituent des intrants essentiels dans le processus de production de nombreux biens industriels¹¹. D'autre part, des mesures plus structurelles visant notamment à améliorer qualitativement le capital humain (en augmentant l'efficacité de l'enseignement, en améliorant la formation des demandeurs d'emploi et des salariés au sein des entreprises,...) pourraient probablement aider les entreprises à être mieux armées pour se positionner favorablement sur l'échiquier du commerce international. A ce propos, notons que les dépenses totales en recherche et développement demeurent faibles dans une perspective européenne¹² et qu'une augmentation des efforts dans ce domaine paraît souhaitable, que ce soit dans le secteur public ou privé.

11 Pour une discussion plus générale des interactions entre la compétitivité dans le secteur des services et les autres secteurs de l'économie, voir rapport annuel BCL 2010, encadré 1.1, page 17.

12 D'après les dernières données compilées par Eurostat, il apparaît que les dépenses intérieures brutes en recherche et développement étaient en 2011 de 1,4% du PIB au Luxembourg contre 2% dans l'ensemble de l'Union européenne.

1.2.2 Le marché du travail

1.2.2.1 L'emploi

Les plus récentes données définitives disponibles témoignent d'une croissance annuelle de l'emploi salarié (intérieur) de 1,7% en janvier 2013, en forte décélération par rapport au mois précédent. Il convient de noter que la progression annuelle de l'emploi s'était stabilisée autour des 2,0% à 2,3% entre avril et décembre 2012. Cette décélération en début d'année courante marque ainsi une rupture par rapport à la tendance observée au cours des mois précédents.